



## **LES EXPORTATIONS D'ARMEMENTS RUSSES : QUELLES IMPLICATIONS ?**

Mémoire de géopolitique

de l'Administrateur Principal des Affaires Maritimes  
Frédéric BEAUDROIT

dans le cadre du séminaire « Géopolitique de la Russie »

Directeur : Isabelle FACON  
chargée de recherche à la Fondation pour la Recherche Stratégique

*Avril 2002*

# **LES EXPORTATIONS D'ARMEMENTS RUSSES : QUELLES IMPLICATIONS ?**

## **SOMMAIRE**

### **PREMIERE PARTIE :**

#### **L'ORIENTATION QUASI-EXCLUSIVE DU COMPLEXE MILITARO-INDUSTRIEL RUSSE VERS L'EXPORTATION**

- LA RESTRUCTURATION DU COMPLEXE MILITARO-INDUSTRIEL : AXE MAJEUR DE LA POLITIQUE DE LA RUSSIE INDEPENDANTE
- LES EXPORTATIONS : MOTEUR DE L'INDUSTRIE DE DEFENSE RUSSE

### **DEUXIEME PARTIE :**

#### **LES IMPLICATIONS DES EXPORTATIONS D'ARMEMENTS RUSSES**

- LES INCERTITUDES INTERNATIONALES : PROLIFERATION ET MANŒUVRES GEOPOLITIQUES
- LES EFFETS PERVERS POUR LA RUSSIE

## **INTRODUCTION**

La politique de puissance conduite par l'Union soviétique reposait pour une très large part sur l'expansion du complexe militaro-industriel (CMI). A ce titre, l'industrie de défense soviétique bénéficiait d'un statut privilégié caractérisé par son poids dominant dans l'économie du pays soutenu par une représentation importante au sein des organes dirigeants du Parti communiste et de l'Etat. L'effondrement du système soviétique et de l'URSS en 1991 a remis en cause cette situation et précipité le CMI dans une période de crise aiguë. En héritant de l'essentiel des entreprises et structures de l'ex-CMI soviétique, la Russie indépendante se trouva confrontée dès ses débuts à cette crise dont l'ampleur fut aggravée par les effets conjugués de la baisse drastique des dépenses militaires et de la priorité donnée à la démilitarisation de l'économie dans le cadre des réformes conduites par les nouvelles autorités de Moscou. Dès lors, la conversion des industries de défense s'imposa comme un axe majeur de la politique d'adaptation de la Russie à son nouvel environnement.

La tâche s'avère considérable et particulièrement délicate compte tenu de l'importance économique et sociale que conserve le CMI russe et des enjeux politiques et internationaux qu'il recouvre. Et, de fait, les différentes politiques et stratégies de restructuration du secteur développées à tous les niveaux n'ont pas vraiment abouti, et ce d'autant plus que les moyens financiers nécessaires pour mener à bien la conversion manquaient. Dans ce contexte, les entreprises de défense se sont orientées vers l'exportation afin de maintenir leurs activités et parfois d'assurer leur survie. Ces initiatives ont été encouragées et organisées par les autorités russes qui ont vu dans les exportations le moyen d'obtenir les ressources financières nécessaires pour réussir la conversion du CMI et engager la modernisation du pays tout en maintenant une capacité nationale de défense permettant à la Russie de conserver une dimension sur la scène internationale.

Aussi, peut-on aujourd'hui parler d'orientation quasi exclusive du CMI russe vers l'exportation. Cette réalité, bien que motivée avant tout par des considérations économiques, ne peut manquer d'avoir des conséquences. A cet égard, si les ventes d'armement russes posent effectivement des questions tenant au positionnement géopolitique de la Russie, au renforcement des potentiels

militaires des principaux pays clients ou partenaires, Chine et Inde en tête, ou à la prolifération de matériels sensibles, il apparaît toutefois que c'est au plan intérieur que les exportations d'armements russes sont susceptibles de produire l'essentiel de leurs répercussions au travers « d'effets pervers » touchant tant la position internationale de la Russie que la politique d'équipement et de modernisation de ses forces armées.

Après avoir présenté les motivations et les axes actuels de la politique d'exportation d'armement russe (partie I), nous tenterons d'en analyser les implications au niveau international et en Russie (partie II).

## **PREMIERE PARTIE**

### **L'ORIENTATION QUASI-EXCLUSIVE DU COMPLEXE MILITARO-INDUSTRIEL RUSSE VERS L'EXPORTATION**

Face aux impératifs de l'adaptation de la Russie à son nouvel environnement et à la baisse drastique des dépenses militaires, la restructuration de l'important CMI hérité de l'Union soviétique s'est imposée comme un axe majeur de la politique russe. Des différentes stratégies initiées, le développement des exportations d'armements est apparu comme un moyen efficace d'assurer la restructuration du CMI en tenant compte de ses enjeux économiques, sociaux et politiques, si bien que l'on peut aujourd'hui parler d'orientation quasi-exclusive du CMI russe vers l'exportation.

#### **1.1 LA RESTRUCTURATION DU COMPLEXE MILITARO-INDUSTRIEL : AXE MAJEUR DE LA POLITIQUE DE LA RUSSIE INDEPENDANTE**

##### **1.1.1 L'héritage militaro-industriel russe**

###### **Le complexe militaro-industriel soviétique**

Il est nécessaire de présenter quelques données succinctes sur l'ex-CMI soviétique permettant d'en appréhender l'importance économique et politique qui pèsera lourdement sur l'héritage russe.

Au cœur de l'économie soviétique, le CMI comptait, selon les sources<sup>1</sup>, de 3 000 à 4 000 entreprises de production et organisations de recherche et développement ( R & D ). Ces structures employaient de six à huit millions de personnes, voire quinze à vingt millions si l'on ajoute les effectifs des entreprises civiles travaillant pour partie pour la défense. A cet égard, on rappellera que le CMI se caractérisait par une dualité de production, militaire et civile, ce qui lui permettait d'étendre son influence sur l'ensemble de la politique industrielle de l'URSS. Le CMI bénéficiait d'une priorité pour l'allocation des ressources du pays, aussi bien humaines, en recueillant les personnels les plus qualifiés, que

---

<sup>1</sup> Facon Isabelle, Huet Jean-Paul (Dir.), Ben Ouagrham Sonia ; *Pouvoirs et industries de défense en Russie : l'industrie de défense russe face à son nouvel environnement* ; Paris, La Documentation française (Les Cahiers du CREST), 1997, pp. 215-218

matérielles, en disposant d'un accès privilégié aux ressources énergétiques et stratégiques, mais également et surtout financières, en recevant une part très élevée du PNB (entre 10 et 20 %).

Cette situation économique privilégiée était soutenue et renforcée par une position conséquente et organisée dans les rouages du pouvoir soviétique. Dans l'appareil d'Etat, le CMI relevait de plusieurs ministères sectoriels et était puissamment représenté par la Commission militaro-industrielle du Conseil des ministres ( *VPK* ) présidée par le premier vice-Premier ministre et composée de représentants des plus hautes instances politiques, économiques et militaires de l'URSS. Au niveau du Parti communiste, le CMI s'appuyait sur le Département pour l'industrie de défense du Comité central composé de dirigeants des entreprises de défense et placé sous la responsabilité d'un membre important du Politburo ainsi que sur les organisations du même type constituées auprès des Comités centraux des partis communistes des Républiques, mais aussi des régions et des villes dans lesquelles les activités liées à l'industrie d'armement sont les plus importantes.

Sur ces bases, le CMI soviétique avait pour tâche principale d'assurer l'approvisionnement de l'Armée rouge. Et dans le contexte de la guerre froide, le CMI fonctionnait selon un thème récurrent : « rattraper et dépasser d'Occident »<sup>2</sup>. Les réussites industrielles et technologiques, issues d'un effort considérable en matière de R & D ( la R & D militaire mobilisant selon les experts près de la moitié des dépenses consacrées à la recherche et à la science en URSS ), ont été incontestables ; les industries de défense soviétiques développant et produisant en effet l'ensemble de la gamme des matériels militaires, des plus conventionnels à l'instar des fusils d'assaut *Kalachnikov*, au plus sophistiqués reposant sur la maîtrise des technologies nucléaires ou aérospatiales.

Malgré ces performances permettant de soutenir, au plus fort de la guerre froide, la comparaison avec l'Occident, le CMI concentrait les défauts et faiblesses du système économique soviétique liés en particulier au manque de souplesse et de dynamisme des entreprises gérées par des organismes d'Etat et soustraites aux rapports marchands. Il faut également mentionner à ce titre l'absence de véritables liens économiques entre les structures de production et les organismes

---

<sup>2</sup> Monnier Jean-Hugues ; *L'industrie de défense en Russie* ; L'armement, N°38, Juillet-Août 1993

d'études et de recherche donnant au CMI l'image d'un conglomérat finalement désorganisé et dont la lourdeur empêche toute réactivité aux situations nouvelles.

Aussi, l'effondrement du système soviétique et de l'URSS en 1991 allait-il précipité le CMI dans une période de crise dont l'ampleur sera à la mesure de son importance économique et sociale et à laquelle la Russie indépendante devra faire face.

### **L'héritage russe**

La Fédération de Russie hérite de 70 à 75 % des entreprises de défense ainsi que de 85 à 90 % des activités de R & D militaires de l'ex-URSS. Selon les sources<sup>3</sup>, l'ensemble regrouperait de 1 200 à 1 500 grandes entreprises de production et 700 à 900 bureaux d'études et instituts de recherche. Les effectifs employés sont pour leur part estimés à cinq à six millions de personnes ; certains experts avancent des chiffres de l'ordre de 10 à 14 millions de personnes en incluant les personnels des entreprises civiles travaillant indirectement pour la défense.

Ces quelques éléments donnent la mesure de l'étendu du défi que pose à la Russie l'adaptation des industries militaires à son nouvel environnement économique et politique, d'autant plus qu'à la crise générale provoquée par l'écroulement de l'Union soviétique, le CMI russe est confronté à « un triple choc »<sup>4</sup>.

Le premier choc est lié à la disparition des structures institutionnelles et politiques de l'URSS. Le CMI russe perd en effet ses liens techniques et logistiques avec les centres militaro-industriels situés dans les autres Républiques, tout particulièrement en Ukraine ( 9 % du CMI soviétique ), mais également dans les Pays Baltes, en Biélorussie et au Kazakhstan. Parallèlement, les industries de défense doivent faire face à la désintégration de l'organisation politico-administrative soviétique avec la suppression des ministères sectoriels et de la *VPK* rassemblés dès 1991 dans un grand ministère de l'industrie, lui même remplacé en 1992 par un Comité d'Etat pour les industries de défense (*GosKomOboromProm*) puis transformé en 1996 en un ministère des industries

---

<sup>3</sup> *ibid.*

<sup>4</sup> Sapir Jacques ; *Le chaos russe : désordres économiques, conflits politiques, décomposition militaire* ; Paris, La Découverte, 1996

de défense ( *MinOboromProm* ). Outre les difficultés inhérentes à la constitution et au fonctionnement de ces nouvelles structures, ces changements ébranlent les processus décisionnels et les relations entre les entreprises du CMI et l'Etat, ce qui influera sur le pilotage des politiques industrielles.

Le second choc découle de la désintégration des règles de fonctionnement de l'économie soviétique et du passage à marche forcée à l'économie de marché. Habituees à évoluer dans un environnement où seul le volume de la production importait, les entreprises du CMI vont en effet devoir intégrer de nouvelles logiques : équilibre budgétaire, concurrence, libération des prix, rapports marchands impliquant les fonctions achat, vente et marketing ... le tout sur fond d'un désengagement massif de l'Etat agissant sur les subventions et les commandes publiques.

Le troisième choc, et certainement le plus important, a trait à la baisse drastique des dépenses militaires. Il faut certes convenir que la baisse des dépenses avait largement commencé dans les derniers temps de l'Union soviétique sous l'impulsion de M. Gorbatchev qui au titre de la *Perestroïka* avait la volonté de réduire le poids de la défense dans l'économie en engageant parallèlement l'URSS sur la voie du désarmement. La contraction des dépenses sera dans ce cadre très significative puisque de 1988 à 1991 les dépenses d'acquisitions de matériels militaires et de R & D seront respectivement réduites à hauteur de 30 et 22 %<sup>5</sup>. Le mouvement va s'accélérer sous l'effet conjugué des contraintes économiques et financières qui suivent l'effondrement de l'URSS et des politiques d'austérité engagées par les premiers gouvernements de la Russie visant à assurer une transition rapide du pays vers l'économie de marché sur le modèle de la « thérapie de choc » initiée par E. Gaïdar. En 1992, les commandes militaires sont ainsi réduites de 70 % et en 1995 les dépenses d'acquisitions de matériels de la Russie ne représentaient plus que 8 % du niveau de 1990<sup>6</sup>. Le phénomène est par ailleurs amplifié par les restrictions financières imposées au budget de la défense face aux difficultés d'équilibre du budget fédéral général. A titre d'exemple, le financement des dépenses d'entretien de l'armée, d'acquisition de matériels et de R & D n'a été assuré respectivement qu'à hauteur de 86, 62 et

---

<sup>5</sup> Facon Isabelle, Huet Jean-Paul (Dir.), Ben Ouagrham Sonia ; *Pouvoirs et industries de défense en Russie : l'industrie de défense russe face à son nouvel environnement*, op. cit.

<sup>6</sup> Makienko Constantin ; *Le complexe-militaro industriel à l'heure des réformes* in Boyer Yves, Facon Isabelle (Dir.) ; *La politique de sécurité de la Russie : entre continuité et rupture* ; Paris, Ellipses (FRS), 2000

32 % en 1996. Les difficultés sont enfin accentuées par le fait que l'Etat ne respecte pas ses obligations financières envers les industries de défense et accumule les retards de paiement sur ses commandes et achats d'équipements militaires<sup>7</sup>.

Ces éléments influent par voie de conséquence sur le volume de production des entreprises du CMI. Celui-ci accuse une baisse de 80 % et ne représentait plus en 1997 que 8,7 % du niveau de 1991<sup>8</sup>. L'on peut illustrer ces chiffres en notant qu'alors que l'Union soviétique produisait 1 600 chars en 1990, la Russie en produit 5 durant l'année 1997 ; la production de chasseurs bombardiers passant pour sa part de 430 à 70 unités dans le même intervalle<sup>9</sup>.

Cette situation met très directement en cause l'existence même des entreprises du CMI russe. Aussi et compte tenu de l'importance économique et sociale, mais aussi politique, du secteur, la restructuration du CMI va-t-elle s'imposer comme un enjeu majeur de la politique de la Russie indépendante.

### **1.1.2 Les politiques de restructuration du complexe militaro-industriel russe**

#### **Les enjeux de la restructuration du complexe militaro-industriel**

Quatre enjeux majeurs président à la restructuration du CMI russe.

Il s'agit en premier lieu d'éviter une crise sociale majeure eu égard aux effectifs employés dans l'industrie de défense ( plusieurs millions – *cf. supra* ). L'effondrement des productions se traduit en effet par des périodes de chômage technique, des ruptures de paiement des salaires voire des fermetures d'usines ou de bureaux d'études qui sont d'autant plus durement ressenties que les personnels du CMI , dans l'ensemble plus qualifiés que dans les autres secteurs industriels, représentaient une certaine élite industrielle et scientifique et bénéficiaient de divers privilèges dans la société soviétique ( salaires élevés et avantages sociaux ).

La restructuration CMI russe constitue également un enjeu pour la préservation de la cohésion de la Fédération. Dans les régions à forte concentration industrielle de défense, les pouvoirs locaux apparaissent tentés

---

<sup>7</sup> *ibid.*

<sup>8</sup> *ibid.*

<sup>9</sup> Cheterian Vicken ; *L'armée russe en quête de réforme* ; Le Monde diplomatique, septembre 2000

d'adopter leurs propres programmes de restructuration des entreprises afin de répondre aux urgences sociales de la crise en arguant soit de l'inertie de Moscou, soit de la contrariété des décisions des autorités centrales avec les intérêts régionaux. Des initiatives de ce type se sont effectivement développées, notamment dans les régions de Saint-Petersbourg, d'Ekaterinbourg ou de Nijniï-Novgorod<sup>10</sup>. La généralisation et l'amplification du phénomène, outre qu'elles s'opposeraient à toute stratégie cohérente de restructuration du CMI, traduiraient une prise de distance des régions à l'égard des autorités fédérales de nature à affaiblir le pouvoir central et la Fédération de Russie par voie de conséquence.

La restructuration des industries de défense est par ailleurs perçue comme une condition et un moyen de la modernisation d'ensemble de l'économie de la Russie et de son entrée dans le système de l'économie de marché. Ce mouvement, fondé sur le principe de la démilitarisation de l'économie, repose sur le transfert des compétences et technologies reconnues du CMI du secteur militaire vers le secteur civil. Il correspond au concept de « conversion » au sens strict.

La restructuration représente enfin un enjeu militaire et stratégique. Il s'agit de maintenir le potentiel industriel et technologique nécessaire pour couvrir les besoins de l'armée fédérale en équipements modernes et de haut niveau. Ce point est d'ailleurs repris dans les doctrines militaires de la Fédération de Russie adoptées en 1993 et 2000<sup>11</sup>. A ce titre, la Russie ne peut ignorer que son industrie de défense reste un formidable instrument de puissance et donc un atout pour lui permettre de continuer à jouer un rôle sur la scène internationale.

Les enjeux de la restructuration du CMI russe étant définis, il convient de fixer les stratégies d'action correspondantes.

### **Les différentes stratégies d'adaptation**

Plusieurs stratégies ont été développées pour adapter le CMI russe à son nouvel environnement économique et financier. Elles ont impliquées les autorités fédérales au premier chef, mais également les pouvoirs régionaux et les acteurs économiques concernés.

---

<sup>10</sup> Facon Isabelle, Huet Jean-Paul (Dir.), Ben Ouaghran Sonia ; *Pouvoirs et industries de défense en Russie : l'industrie de défense russe face à son nouvel environnement* ; op. cit.

<sup>11</sup> Décrets présidentiels des 2 novembre 1993 et 21 avril 2000

Les premières initiatives reposent sur la loi sur la conversion adoptée en 1992 par le gouvernement d'E. Gaïdar et prévoyant une réorientation des capacités du CMI vers le secteur civil. La part des productions de biens civils par les entreprises du CMI a certes sensiblement augmenté dans ce cadre, passant de 40 à 80 %, mais cette augmentation tient davantage à la baisse des productions de matériels militaires qu'au succès de la politique de conversion engagée<sup>12</sup>. Celle-ci s'est en effet heurtée à deux difficultés. La première a trait à la faiblesse de la demande intérieure pour les biens de consommation liée à la chute du pouvoir d'achat d'une population touchée par la crise économique générale du pays, à laquelle s'ajoute l'absence de demande extérieure dans la mesure où les produits russes ne soutiennent que très difficilement la comparaison au plan qualitatif avec leurs équivalents étrangers, occidentaux ou asiatiques, qui, au surplus, les concurrencent directement sur le marché intérieur. La deuxième difficulté tient dans l'incapacité à mobiliser les ressources financières, en roubles et en devises, nécessaires pour réaliser les investissements que suppose la conversion des entreprises de défense. Il faut dire que les besoins correspondants sont immenses : M. Maleï, conseiller du président Eltsine pour la reconversion, estimait en effet en 1995 que la conversion du CMI exigeait 150 milliards de \$ sur une période de quinze ans<sup>13</sup>.

La privatisation constitue un autre volet de la politique de restructuration du CMI. Engagées à partir de 1992 dans le cadre de l'extension aux industries de défense des programmes généraux de privatisation des entreprises d'Etat, les privatisations visent en particulier à obtenir les financements qui font défaut pour conduire la conversion. Après une vague de privatisations entre 1992 et 1994, le processus est volontairement ralenti par la crainte qu'un mouvement trop rapide et non contrôlé n'entraîne la perte du contrôle de technologies stratégiques ainsi qu'un morcellement des entreprises entamant la cohérence du secteur de l'industrie militaire russe. Si les investisseurs étrangers sont évidemment visés, l'on s'inquiète également en la matière des pouvoirs régionaux qui ont pris une part active dans le mouvement de privatisation des entreprises d'Etat. Aussi, une liste ( confidentielle ) d'environ 500 entreprises de production et organismes de R

---

<sup>12</sup> *ibid.*

<sup>13</sup> Baidya Bikash Basu ; *Reforms in Russian defence industry : problems and prospects* ; IDSA, janvier 2000 ; <http://www.idsa-india.org>

& D qui ne peuvent pas être privatisés est-elle fixée par un décret gouvernemental de 1996. Au total, le bilan de la politique de privatisation des industries de défense s'établit comme suit en 1996 selon les éléments publiés par le *MinOboromProm* : 27 % des entreprises sont privatisées et complètement ou en cours de conversion, 32 %, correspondant aux entreprises de production militaire jugée non stratégique, sont constituées en sociétés par actions à participation majoritaire ou exclusive de l'Etat et 41 %, représentant les entreprises assurant des productions stratégiques, restent propriété de l'Etat<sup>14</sup>. D'autres mesures de restructuration ont été engagées pour ces deux dernières catégories d'entreprises<sup>15</sup>.

Ces mesures ont consisté en premier lieu à regrouper les entreprises de production et les organismes de R & D au sein de conglomérats intégrés verticalement par grandes branches d'activités dans le but d'obtenir des entités de taille conséquentes, financièrement stables et travaillant en cohérence. Plusieurs structures de ce type ont ainsi été constituées sous l'appellation de « groupes financiers et industriels » dans les années 1994-1996, parmi lesquels l'on peut citer : MAPO-Mig et Soukhoï ( aéronautique ), Systèmes de défense et Anteï (systèmes et missiles antiaériens ) et Technologie navale ( sous-marins ). Le développement de ces groupes, mettant en évidence les surcapacités industrielles et réduisant l'autonomie des entreprises constitutives, s'est heurté à de fortes résistances des dirigeants des entreprises et des pouvoirs régionaux. Le renforcement de l'autorité du pouvoir central et la ferme volonté actuelle du gouvernement russe d'imposer la nécessaire restructuration des industries de défense semblent autoriser la reprise et l'extension du processus, encouragé par ailleurs par des perspectives de production plus favorables.

L'autre piste de restructuration repose sur la recherche de coopérations internationales. A ce titre, les autorités russes ont en particulier tenté d'établir des relations industrielles et technologiques avec les complexes militaro-industriels européens avec l'idée d'obtenir des financements complémentaires par le biais d'un partage des technologies et des savoir-faire. Si quelques projets se sont concrétisés, notamment avec la France et l'Allemagne, les impératifs de protection des intérêts stratégiques, tant du côté russe qu'européen, limitent les perspectives

---

<sup>14</sup> Facon Isabelle, Huet Jean-Paul (Dir.), Ben Ouaghran Sonia ; *Pouvoirs et industries de défense en Russie : l'industrie de défense russe face à son nouvel environnement*, op. cit.

<sup>15</sup> Makienko Constantin ; *Le complexe-militaro industriel à l'heure des réformes* ; op. cit.

de développement de ce type d'initiatives. Par ailleurs, les entreprises occidentales restent réticentes à investir en Russie par manque de visibilité sur l'évolution économique et politique de la Fédération russe.

Le succès mitigé de chacune de ces tentatives de restructuration conduit les entreprises de défense russes à s'orienter vers l'exécution de contrats d'exportation qui apparaissent pouvoir apporter des réponses efficaces aux difficultés du CMI. Aussi les exportations vont-elles devenir le ressort principal, sinon exclusif, du CMI.

## **1.2 LES EXPORTATIONS : MOTEUR DE L'INDUSTRIE DE DEFENSE RUSSE**

### **1.2.1 Une orientation avantageuse et soutenue par l'Etat**

#### **Les avantages des exportations et les atouts des entreprises de défense russes**

Les avantages procurés par les exportations sont multiples et semblent permettre de relever les tous les défis, sociaux, économiques et politiques, du CMI russe.

Face à l'absence de commandes nationales, les exportations permettent d'une part de maintenir les plans de charge des entreprises, assurant ainsi la survie des entreprises de défense et sauvant les millions d'emplois en cause.

Les exportations d'armement apportent d'autre part les ressources financières en devises dont le CMI a besoin pour engager sa conversion. Elles favorisent également l'adaptation structurelle et fonctionnelle des entreprises au nouvel environnement économique de la Russie dans la mesure où les politiques d'exportation nécessitent d'adopter les règles commerciales et financières de l'économie de marché.

Les exportations agissent enfin dans les domaines politiques et stratégiques en maintenant un potentiel industriel et technologique nécessaire pour répondre aux besoins d'équipement des forces armées de la Fédération de Russie.

Aux avantages ainsi définis des exportations, il convient d'ajouter les nombreux atouts que possèdent les entreprises de défense russes en cette matière de nature à faciliter leurs orientations exportatrices<sup>16</sup>.

Les entreprises de défense russes ont en effet la capacité de fournir toute la gamme des matériels militaires les plus modernes. L'infériorité des performances techniques de certains types de matériels par rapport à celles des modèles occidentaux ou les défauts du service après-vente et de la maintenance qui peuvent être enregistrés sont compensés par des prix de vente souvent attractifs.

La possibilité d'assurer des livraisons rapides en écoulant les surplus de productions initialement prévues pour l'armée nationale a constitué, au moins dans les premières années de la Fédération, un second atout, qui a d'ailleurs agi sur le niveau des prix. On peut également mentionner une moindre attention aux considérations géopolitiques et un certain relâchement dans le contrôle des livraisons facilitant les opérations d'exportation dans le contexte de la désorganisation des structures soviétiques d'encadrement du CMI.

L'utilisation des livraisons d'armes en compensation des dettes publiques russes héritées de l'URSS peut être considérée comme un troisième atout qui, à tout le moins, a motivé des commandes de matériels militaires chez plusieurs créanciers de la Russie ( *cf. infra* ).

Enfin, le seul fait que les armements constituent les seules productions industrielles exportables de la Russie vers des marchés solvables susceptibles d'apporter au pays des devises fortes conduisait naturellement à orienter les entreprises du CMI vers l'exportation. Les autorités russes ont largement soutenu le mouvement.

### **Les soutiens de l'Etat**

Le soutien apporté par les autorités centrales russes aux exportations de l'industrie de défense se traduit d'abord par la mise en place de structures spécialisées de promotion des ventes d'armement. Dès 1993, la Compagnie d'Etat « Armement russe » ( *GK-Rosvooroujénié* ) est ainsi créée. On doit également citer deux sociétés de commerce extérieur dépendant du

---

<sup>16</sup> Couvert Frédéric ; *La Russie sur le marché mondial de l'armement* ; L'armement, n°38, juillet-août 1993

*MinOboromProm* : *Promexport* pour les armements et *Aviaexport* pour les matériels aéronautiques duals ( militaires et civils ).

La *GK-Rosvooroujénié* occupe une place centrale dans cette organisation compte tenu de sa double mission de contrôle et de promotion des exportations d'armes ; cette deuxième mission étant cependant largement privilégiée du fait de l'importance reconnue aux exportations dans le processus de restructuration de l'industrie de défense. Placée en effet sous la tutelle directe de l'administration du Président de la Fédération, la compagnie d'Etat va acquérir le monopole pour le commerce des armements russes en décidant de la politique d'exportations, en fixant les axes de production correspondants qui incombent aux entreprises et en disposant des recettes obtenues. A ce titre, il lui appartient de définir les conditions de redistribution des recettes d'exportation pour assurer la restructuration d'ensemble du CMI ainsi que le développement du potentiel industriel et technologique des entreprises exportatrices. Parallèlement, son rôle en matière de promotion des ventes d'armes russes s'étendra de la prospection des marchés à la mise en place de mesures d'accompagnement des contrats (maintenance des matériels, formation ...) <sup>17</sup>.

Le Président V. Poutine a souhaité concentrer et renforcer encore l'organisation étatique de promotion des exportations d'armements en créant en novembre 2000 la Compagnie d'Etat *Rosoboronexport* par fusion de *Rosvooroujénié* et de *Promexport*. Il est à noter que cette nouvelle structure est également chargée de faciliter la constitution de groupes financiers et industriels intégrés ( *cf. supra* ), ce qui confirme la relation directe faite par les autorités russes entre exportations et restructuration des industries de défense.

L'action personnelle du Président V. Poutine en faveur des exportations d'armements doit être soulignée ; elle constitue l'autre volet visible du soutien des autorités russes aux ventes d'armes à l'étranger. V. Poutine met en effet très largement à profit ses déplacements internationaux pour promouvoir les matériels militaires de la Russie. Il est ainsi à l'origine de la conclusion de plusieurs contrats et de l'ouverture de nouveaux marchés au bénéfice des entreprises russes <sup>18</sup>.

---

<sup>17</sup> Facon Isabelle, Huet Jean-Paul (Dir.), Ben Ouagham Sonia ; *Pouvoirs et industries de défense en Russie : l'industrie de défense russe face à son nouvel environnement*, *op. cit.*

<sup>18</sup> Wendlandt Astrid ; *Putin proves an efficient salesman* , Financial Times, 9 avril 2001

Fort de ces soutiens, les exportations d'armements russes vont se développer au point de constituer l'orientation principale sinon exclusive de l'industrie militaire russe.

### **1.2.2 Le panorama actuel des exportations d'armements russes**

#### **La Russie, deuxième exportateur mondial d'armements**

Les exportations d'armements russes ont d'abord connu une décroissance importante et rapide. Le mouvement, engagé dans les dernières années de l'Union soviétique, s'est accéléré avec la décomposition de l'URSS. Les ventes d'armes soviétiques puis russes évoluent en effet comme suit en valeur sur la période considérée : 17,7 milliards de \$ en 1987, 14 en 1990, 3,4 en 1991 et 1,86 en 1992. La Russie perd ainsi la place de premier exportateur mondial de matériels militaires qu'occupait l'URSS à la fin des années 1980. Cette situation résulte pour l'essentiel de la rupture progressive des liens avec les alliés du bloc communiste qui se traduit par l'arrêt des « ventes idéologiques » peu rémunératrices puisque 85 % des livraisons soviétiques n'étaient pas payées<sup>19</sup>.

Dans le contexte de la restructuration du CMI, du besoin de devises fortes et de la promotion des ventes à l'étranger, le renouveau des exportations d'armements russes amorcé à partir de 1994 va se caractériser par la mise en avant d'objectifs commerciaux et la recherche de marchés solvables. De fait, les entreprises de défense ne produiront et n'exporteront que dans la mesure où il y a des demandes sur le marché mondial.

Les ventes d'armes russes vont s'élever à 3,05 milliards de \$ en 1995, soit près du double du niveau de la période creuse post-soviétique. Elles atteindront un premier record en 1996 avec 3,6 milliards de \$. Les exportations marqueront ensuite le pas sous le coup de la crise financière asiatique des années 1997-1998 qui se répercute en Russie et conduit à une forte dévaluation du rouble<sup>20</sup>. La dévaluation va cependant agir comme un stimulant en réduisant les prix des matériels russes dans un contexte de marché redevenu favorable.

---

<sup>19</sup> Couvert Frédéric ; *La Russie sur le marché mondial de l'armement* ; op. cit.

<sup>20</sup> Baidya Bikash Basu ; *Trends in Russian arms export* ; IDSA, février 2000 ; <http://www.idsa-india.org>

En 2000, le chiffre du record de 1996 est ainsi atteint avant être dépassé en 2001 avec un montant d'exportations d'une valeur estimée de 4,4 milliards de \$<sup>21</sup>. Pour apprécier ce résultat, on peut relever que les recettes nettes correspondantes, estimées entre 2,5 et 3,5 milliards de \$, seraient équivalentes voire supérieures à celles des exportations soviétiques des années 1980. Le niveau des exportations d'armements peut par ailleurs être comparé au montant du budget de la défense russe annoncé pour 2002 : 9,5 milliards de \$ dont 2,5 pour les acquisitions de matériels<sup>22</sup>. Ce dernier point donne toute la mesure de l'importance des exportations pour le CMI russe puisque les revenus qu'elles procurent apparaissent en effet au minimum équivalentes aux recettes tirées du marché national.

Les perspectives semblent d'autre part excellentes avec un carnet de commandes à l'exportation estimé à 15 milliards de \$ qui assure un plan de charge aux entreprises du CMI jusqu'en 2006 selon les experts.

Sur ces bases, la Russie se hisse en 2001 à la deuxième place mondiale des pays exportateurs d'armements, derrière les Etats-Unis et devant le Royaume-Uni et la France<sup>23</sup>.

Toute la gamme des matériels produits par l'industrie militaire russe est exportée ; la répartition par grandes catégories d'équipements s'établissant comme suit : matériels aéronautiques 49,2 %, matériels terrestres 25 %, matériels navals 15,9 %, système de défense antiaériens 8,1 %, divers 1,8 % ( chiffres 1998)<sup>24</sup>.

La Russie vend ses productions militaires dans soixante-quatre pays, ce qui donne une idée de la diversification opérée dans les marchés d'exportations. Ces soixante-quatre clients représentent toutefois des réalités très différentes tant en termes de volume et de valeur des ventes qu'en ce qui concerne la nature des liens commerciaux établis.

---

<sup>21</sup> Pronina Lyuba ; *State Oks \$2.5Bln Arms Budget* ; Moscow Times, 18 janvier 2002

<sup>22</sup> Nougayrède Natalie ; *Le débat sur l'effondrement de l'armée se développe en Russie* ; Le Monde, 24 février 2002

<sup>23</sup> Les exportations d'armements des Etats-Unis représentent 14,18 MM\$ et près de 50% du marché mondial (données 2000) – cf. C. Makienko *supra*.

<sup>24</sup> Baidya Bikash Basu ; *Trends in Russian arms export* ; *op. cit.*

## Des partenaires nombreux et diversifiés

La Chine et l'Inde constituent les principaux partenaires du CMI russe. Ces deux marchés représentent en effet environ les deux tiers du total des exportations d'armements de la Russie.

Dans sa volonté de s'affirmer en tant que puissance mondiale à la mesure de son importance démographique et de sa vitalité économique, la Chine a besoin de développer des capacités militaires aujourd'hui relativement limitées. Le budget chinois de la défense est en forte croissance ; il a ainsi augmenté de 17,7 % entre 2000 et 2001 pour atteindre près de 15 milliards de \$<sup>25</sup>. Cliente historique de l'URSS, la République Populaire de Chine ( RPC ) a décidé de faire de la Russie son partenaire privilégié pour la modernisation de son armée. Les achats de la RPC portent sur toutes les catégories d'armements de niveau technologique élevé que les entreprises du CMI russe peuvent fournir. Elle a notamment acquis des chasseurs de défense aérienne *Su 27 SK*, des systèmes de défense antiaérienne, des sous-marins conventionnels du type *Kilo* et plusieurs frégates lance-missiles. Les demandes actuelles de la Chine concernent des matériels au contenu technologique de plus en plus élevé. La Russie et la Chine ont ainsi récemment signé des contrats portant sur la livraison de plusieurs chasseurs multifonctionnels *Su 30 MK* ainsi que sur deux destroyers lance-missiles de 8 500 tonnes du type *Sovremenny* dotés d'un système de combat très perfectionné livrables en 2005 avec une option pour deux autres bâtiments du même type<sup>26</sup>. Des réflexions sont en cours pour l'acquisition de sous-marins diesel de nouvelle génération *Amour* type 677, voire de sous-marins nucléaires d'attaque équipés de missiles de croisière. La RPC souhaite également pouvoir obtenir les licences de fabrication des matériels achetés afin de développer une production nationale et de bénéficier dans ce cadre de transferts de technologies. On sait à cet égard que la compagnie Soukhoï a transféré la licence de fabrication des chasseurs *Su 27* à l'occasion du contrat de livraison de ce type d'appareil conclu au début des années 1990. Le contrat portant sur les chasseurs *Su 30* a également donné lieu au transfert des licences de fabrication avec l'aval explicite des autorités russes. Aussi les relations commerciales entre la Russie et la Chine prennent-elles peu à peu la forme d'une véritable coopération technologique. Des experts russes travaillent déjà en Chine

---

<sup>25</sup> De La Gorce Paul-Marie ; *La Russie en quête d'un nouveau rôle* ; Le Monde diplomatique, mai 2001

<sup>26</sup> Prézélin Bernard ; *Cols Bleus*, n°2604, 9 février 2002

pour développer en commun les technologies militaires les plus avancées en matière aéronautique, navale et même nucléaire. Par ailleurs, une commission sino-russe fonctionne depuis 1995 auprès de la Compagnie d'Etat *Rosvooroujénié*. Au total, la RPC constitue aujourd'hui le premier acheteur d'armes russes, représentant selon les années entre 40 à 50 % des exportations, avec un potentiel de développement très élevé à la mesure de sa puissance économique et financière.

L'Inde a longtemps été le premier client de l'URSS et l'armée indienne est équipée à 70 % de matériel soviétique à la suite du traité de coopération signé en 1971. L'Union Indienne a maintenu des relations très étroites avec la Russie pour ses fournitures d'armements. Elle compte sur les capacités du CMI russe pour assurer la modernisation de ses forces armées qui doit lui permettre de s'affirmer comme puissance régionale majeure en Asie et dans la zone de l'Océan indien et de faire face à la puissance pakistanaise. Dans ce contexte, les relations militaro-industrielles russo-indiennes ont acquis une nouvelle dimension au cours de ces dernières années en passant des liens commerciaux classiques avec transfert de technologies à un véritable partenariat fondé sur la mise en commun des potentiels scientifiques des deux pays<sup>27</sup>. En 2000, l'Inde a ainsi acquis cinquante chasseurs multifonctionnels *Su 30 MKI*, le « I » désignant un standard spécifique pour les forces aériennes indiennes, et obtenu la licence pour la fabrication de cent cinquante autres appareils du même type. En 2001, la Russie et l'Inde ont signé des contrats portant sur la livraison du porte-avions russe *Admiral Gorchkov* et d'avions embarqués *Mig 29 K* ainsi que sur l'achat de cent chars *T 90* accompagné du transfert de la licence pour la production de deux cent dix autres unités. Le partenariat s'est encore accentué en 2002 autour de projets industriels communs pour le développement d'un nouveau missile anti-navires supersonique ( désigné sous le sigle *PJ 10* ) et de l'avion de transport tactique *Il 214 / MTA*, d'une part, et, d'autre part, de discussions concernant l'acquisition de sous-marins nucléaires d'attaque équipés de missiles de croisière du type *Akula* et de bombardiers stratégiques à long rayon d'action *Tu 22*. Cet étroit partenariat militaro-industriel établi entre la Russie et l'Inde devrait se maintenir, voire se renforcer dans la mesure où les deux pays ont inscrit leurs derniers accords dans

---

<sup>27</sup> Makienco Constantin ; *Les mutations de l'industrie de défense russe en 2001* ; Défense, n°97, Janvier-février 2002

le cadre d'une volonté commune de faire face aux menaces terroristes ressenties au Cachemire pour l'Union Indienne et en Tchétchénie pour la Fédération de Russie<sup>28</sup>. Et, dans ce contexte, le flux des exportations d'armements russes vers l'Inde, qui représente aujourd'hui 25 à 30 % du total, ne semble pouvoir être freiné que par le caractère limité des ressources financières de l'Union indienne.

L'Iran constitue le troisième grand client du CMI russe. Ses achats d'armements s'inscrivent dans le cadre d'un accord passé avec l'URSS en 1989 valable jusqu'en 2011 et que la Russie n'a pas dénoncé. Il faut dire que la République islamique apparaît comme un marché particulièrement intéressant pour les entreprises de défense russes compte tenu de ses revenus pétroliers. Les relations commerciales russo-iraniennes sont très discrètes. Les différentes sources font cependant état de livraisons de sous-marins conventionnels du type *Kilo*, de matériels aéronautiques et de chars. Des discussions seraient par ailleurs en cours au plus haut niveau des deux Etats pour l'acquisition par l'Iran de systèmes antiaériens *Tor-M1* susceptibles de contrer des missiles de croisière<sup>29</sup>. Il est enfin fait état de possibles transferts de technologies nucléaires militaires dans le cadre du contrat de construction de la centrale électronucléaire iranienne de *Bouchehr* ( cf. *infra* ).

Les anciens clients de l'URSS, à l'instar de l'Algérie, de l'Egypte, de la Syrie ou du Vietnam, entretiennent un courant d'échanges pour la modernisation et le renouvellement de leurs matériels militaires de conception soviétique. Ces marchés sont limités par la solvabilité des pays concernés et ne concernent pour l'essentiel que des armements mineurs à faible contenu technologique. On doit par ailleurs relever que deux autres marchés traditionnels de l'Union soviétique, l'Irak et la Libye, sont soumis à un embargo international. Le CMI russe a en outre perdu l'essentiel des positions soviétiques sur les marchés des pays d'Europe de l'Est ex-membres du Pacte de Varsovie. Du fait de leur statut de membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ( OTAN ) ou de leur volonté de rejoindre cette organisation, les pays d'Europe centrale et orientale se tournent en effet aujourd'hui prioritairement vers l'Occident pour leurs achats d'armements que limitent d'ailleurs leurs moyens financiers. Des échanges résiduels perdurent dans

---

<sup>28</sup> *Indian-Russian defence accord planned* ; Reuters, 6 février 2002 – *Major Indo-Russian arms talks underway* ; Reuters, 7 février 2002

<sup>29</sup> Déplacement du Président iranien M. Khatami en mars 2001 – cf. Wendlandt Astrid ; *Putin proves an efficient salesman* ; *op. cit.*

la mesure où les armées des pays concernés restent équipés de matériels d'origine soviétique. La Russie propose en outre systématiquement des livraisons d'armes à ses anciens alliés en compensation de ses dettes, ce qui permet de conserver ces marchés traditionnels et d'entraver les avancées des concurrents occidentaux.

C'est au moyen de livraisons d'armements en compensation de ses dettes extérieures que la Russie a pu se placer sur des marchés occidentaux. En 1996, la Finlande a ainsi reçu des systèmes de défense sol-air pour une contre-valeur de 220 millions de \$. La Turquie s'est pour sa part fait livrer cette même année des engins blindés et des armes légères pour l'équivalent de 130 millions de \$ ; après avoir acheté, il est vrai, des hélicoptères en 1991 dans la cadre d'un contrat faisant figure d'événement historique puisque pour la première fois un pays de l'OTAN se dotait de matériels militaires russes. La Russie répond aujourd'hui aux appels d'offres internationaux émis par les pays occidentaux pour le renouvellement de leurs matériels militaires. Elle s'est positionnée à ce titre sur un marché d'avions de combat pour l'Autriche en proposant des chasseurs *Mig 29* et a conclu plusieurs contrats avec la Grèce dont le dernier concerne quatre *hoverscrafts* d'assaut *Zubr*<sup>30</sup>. Si l'entrée sur les marchés d'Europe de l'Ouest est assez emblématique de l'orientation vers l'exportation du CMI russe, les possibilités de développement apparaissent toutefois limitées compte tenu de la protection des marchés des pays disposant d'industries de défense et des impératifs politiques et techniques ( nécessités d'interopérabilité des forces armées ) que supposent l'OTAN. De fait, c'est en dehors de l'aire géographique couverte par l'Alliance Atlantique que se situent les nouveaux marchés les plus prometteurs pour les entreprises de défense russes.

Il s'agit d'une part des pays du Moyen-Orient dont les besoins de renouvellement des armées sont évalués à plusieurs dizaines de milliards de \$ pour les prochaines années. La Russie compte déjà les Emirats Arabes Unis et le Koweït au nombre de ses clients pour des achats d'engins blindés et de lance-roquettes. Le développement des relations commerciales avec ces Etats aux capacités financières importantes mobilise les autorités russes. Le Vice-ministre des Affaires étrangères russe s'est ainsi récemment déplacé au Koweït pour

---

<sup>30</sup> . Wendlandt Astrid ; *Putin proves an efficient salesman* ; *op. cit.*

proposer un accord de livraisons d'armements répondant au plan de reconstruction des forces armées koweïtiennes évalué à douze milliards de \$ et à l'égard duquel la Russie est directement en concurrence avec les pays occidentaux<sup>31</sup>.

Les autres marchés prometteurs pour l'industrie de défense russe, soumis également à la concurrence occidentale, sont constitués par les pays d'Asie du Sud-Est dont les économies en forte expansion peuvent soutenir d'importants achats de matériels militaires. La Russie a déjà vendu en 1993 dix-huit *Mig 29* à la Malaisie dans le cadre d'un appel d'offres auquel les Etats-Unis avait également répondu en proposant des chasseurs *F 18*. Au-delà de la Malaisie, elle entretient des contacts étroits avec l'Indonésie, Singapour et la Corée du Sud, autant de pays qui, tout en restant largement orientés vers les achats d'armements occidentaux, pourraient réserver 20 à 25 % de leur marché à la production russe dans le souci de diversifier leurs sources d'approvisionnement<sup>32</sup>. On notera que ces pays sont à ce titre acheteurs d'armements à hautes performances, tels que des équipements aéronautiques, des moyens de défense antiaérienne ou des sous-marins, et sont souvent demandeurs de contrats incluant des transferts de technologies au bénéfice de leurs propres industries.

Au total, si la Russie a effectivement opéré une diversification de ses exportations d'armements, vers les marchés prometteurs du Moyen-Orient et d'Asie du Sud-Est et, dans une moindre mesure, vers l'Europe de l'Ouest, les principaux clients du CMI russe, Chine et de Inde en tête, restent finalement les clients traditionnels de l'ex-URSS. Le volume et la valeur des transactions avec ceux-ci sont en constante augmentation et portent de plus en plus sur des produits de haute technologie qui améliorent sensiblement les capacités militaires des pays concernés. Par ailleurs, les relations commerciales tendent vers la mise en place de partenariats étroits impliquant des transferts de technologies.

Les impératifs économiques, sociaux et politiques de la restructuration du CMI russe hérité de l'URSS conduisent donc à un développement quantitatif et qualitatif des exportations d'armements de la Russie. Et l'on peut effectivement

---

<sup>31</sup> *Kuwait, Russia to organise arm deals* ; Reuters, 12 février 2002

<sup>32</sup> Makienko Constantin ; *Le complexe-militaro industriel à l'heure des réformes* ; *op. cit.*

parler aujourd'hui d'orientation quasi-exclusive des industries de défense russes vers l'exportation.

Mais même sous-tendues par des considérations principalement commerciales, les exportations d'armes russes peuvent avoir des conséquences tout à fait notables tant au plan international qu'en ce qui concerne la politique extérieure et intérieure de la Russie.

## **DEUXIEME PARTIE**

### **LES IMPLICATIONS DES EXPORTATIONS D'ARMEMENTS RUSSES**

Les conséquences des exportations des industries de défense russes s'analysent d'abord au plan international au travers de questions tenant à la prolifération des armements et des matériels sensibles, d'une part, et aux positionnements et manœuvres géopolitiques induites pour la Russie et pour ces principaux partenaires, d'autre part. Il apparaît toutefois que l'essentiel des implications de l'orientation exportatrice du CMI russe sont à rechercher au plan intérieur et se traduisent par des « effets pervers » susceptibles de remettre en cause à terme la position de la Russie sur la scène internationale ainsi que la politique d'équipement et de modernisation de ses forces armées.

#### **2.1 LES INCERTITUDES INTERNATIONALES : PROLIFERATION ET MANŒUVRES GEOPOLITIQUES**

##### **2.1.1 La prolifération des armes et des technologies militaires**

#### **Les transferts illégaux et non contrôlés**

La prolifération peut en premier lieu résulter de transferts illégaux d'armements ou de technologies militaires correspondant à des transactions menées à l'insu des autorités de l'Etat et en dehors de tout contrôle<sup>33</sup>. Différentes

---

<sup>33</sup> Ian Anthony (Ed.) ; *Russia and the arms trade* ; New-York, Oxford University Press Inc. (SIPRI), 1998

sources rapportent l'existence de ce type d'opérations en Russie encouragées par l'effondrement des structures de l'Union soviétique, l'érosion des autorités centrales russes, la porosité des frontières et la crise économique. Les forces armées, les entreprises de défense ou des réseaux criminels sont à l'origine des transferts illicites d'armes recensés au bénéfice de destinataires très divers, qu'il s'agisse d'Etats, de groupes armés non étatiques ou d'organisations criminelles voire terroristes.

Pour ce qui concerne l'action des forces armées, les transferts d'armements enregistrés ont accompagné le retrait rapide et souvent inorganisé des troupes soviétiques des pays d'Europe de l'Est et des républiques de l'URSS accédant à l'indépendance. Ces transferts ont consisté pour l'essentiel en des ventes de matériels motivées par l'état de décomposition morale de l'armée ex-soviétique puis russe et par le non versement des soldes des personnels. Les forces stationnées dans le Caucase auraient ainsi cédé entre 1993 et 1996 des équipements à l'Arménie et à des groupes de miliciens d'Abkhazie et d'Ossétie. L'on relate également des ventes d'éléments de la Quatorzième Armée de Moldavie à des groupes politiques locaux voire à des réseaux criminels russes. Si les transactions portent pour l'essentiel sur des armes légères, certaines sources font état de transferts de matériels lourds tels des chars *T 72* ou des missiles sol-sol *Scud* pour ce qui concerne l'Arménie<sup>34</sup>.

Les transferts illégaux à partir des industries de défense sont de deux types. Il s'agit d'une part d'initiatives individuelles d'employés qui s'assimilent à des opérations commerciales clairement illicites et de nature criminelle. Les autres types de transactions sont le fait de dirigeants d'entreprises qui s'affranchissent délibérément des règles de contrôle des exportations d'armements mises en place par les autorités de l'Etat russe ( *cf. infra* ) afin de maintenir les plans de charge de leurs usines de production. Les entreprises ayant perdu le droit d'exporter en application de nouvelles réglementations sont tout particulièrement concernées. Au-delà des livraisons de matériels, il y a lieu de souligner que ces opérations d'entreprises peuvent donner lieu à des transferts de technologies. On notera à titre d'illustration la cession à la Chine hors de tout arbitrage préalable des autorités centrales de la licence de fabrication des avions *Su 27* ( *cf. supra* ) ; cette cession a été validée a posteriori par les autorités russes.

Les groupes criminels constituent la troisième source des transferts illicites d'équipements et de technologies militaires. La presse internationale relate périodiquement des découvertes de trafics des mafias russes portant sur des ventes d'armements mais aussi sur des composants de matières radioactives ou chimiques susceptibles de permettre la fabrication d'armes de destruction massive. L'on s'inquiète des relations que pourraient entretenir ces mafias avec les groupes terroristes internationaux et l'on s'interroge sur le contrôle des nombreux sites de stockage de ces produits en Russie : centrales nucléaires, sous-marins nucléaires désarmés dans les ports de la Péninsule de Kola, instituts de recherche dotés de réacteurs nucléaires expérimentaux, sites de stockage des armes chimiques en attente de destruction ( 400 sites regroupant 40 000 tonnes d'armes déclarées )<sup>35</sup>.

### **Les exportations légales, sources de prolifération ?**

Malgré l'évocation de transactions illicites, il faut convenir que l'essentiel des livraisons d'armements de la Russie empruntent des voies légales en s'inscrivant dans le cadre de contrats de vente approuvés et contrôlés par les autorités centrales russes. Et bien évidemment, toute exportation d'armes participe par nature à la prolifération des armements. Les exportations russes semblent cependant présenter des caractères particuliers eu égard à la question de la prolifération des matériels et technologies militaires.

On doit d'une part rappeler que les exportations de la Russie, et en particulier à destination de ces principaux partenaires chinois, indien voire iranien, portent de plus en plus sur des équipements de haute technologie allant jusqu'au nucléaire dans le cadre des discussions relatives à la livraisons de sous-marins nucléaires d'attaque.

D'autre part, les exportations russes s'accompagnent aujourd'hui presque systématiquement du transfert des technologies sophistiquées des équipements à haute performance qui sont livrés. Cette situation apparaît susceptible de démultiplier les risques de prolifération lorsque les partenaires de l'industrie de défense russe maîtriseront ces technologies.

---

<sup>34</sup> *ibid.*

<sup>35</sup> Nougayrède Natalie ; *La Russie contrôle mal ses stocks de produits radioactifs et d'armes chimiques* ; Le Monde, 12 décembre 2001

Enfin, la Russie développe des partenariats industriels et scientifiques dans des activités potentiellement duales ( civiles et militaires ), à l'instar du programme de construction de la centrale électronucléaire iranienne de Bouchehr accusé notamment par les Etats-Unis de couvrir un projet clandestin de développement de l'arme atomique.

La prise en compte des positions adoptées par la Russie à l'égard de la question de la prolifération des armements et technologies sensibles ainsi que l'analyse de ses intérêts de sécurité et de puissance conduisent à tempérer les interrogations.

### **Les autorités russes face aux risques de prolifération**

Il convient en premier lieu de noter les réactions des autorités russes face au problème des transferts illicites d'armements. Les actions des forces armées en la matière ont d'une part été dénoncées par plusieurs membres de la Douma et ont fait l'objet de missions d'enquête, notamment pour ce qui concerne les cessions d'armes du groupe des forces du Caucase à l'Arménie. Des sanctions ont d'autre part été prises à l'encontre de certains hauts responsables militaires à l'instar du Général M. Burlakov, ancien commandant du groupe des forces occidentales, révoqué en 1994 sur décision du Président Elstine<sup>36</sup>. On notera enfin le vote par la Douma d'un récent amendement renforçant les dispositions du code pénal russe contre les trafics des produits sensibles, chimiques et minéraux susceptibles de constituer des composants d'armes de destruction massive<sup>37</sup>.

La Russie a par ailleurs mis en place au plus haut niveau de l'Etat un système de contrôle des exportations d'armements et de matériels sensibles reposant sur la délivrance de licences préalables et sur la limitation des équipements exportables<sup>38</sup>. Les demandes d'exportation des matériels, technologies ou produits jugés sensibles et figurant sur une liste dressée par le gouvernement sont ainsi instruites par un Service fédéral de contrôle des exportations et des changes ( *FSKEV* ) en liaison avec les ministères techniques concernés et le ministère chargé des relations économiques extérieures. Les

<sup>36</sup> Ian Anthony (Ed.) ; *Russia and the arms trade* ; *op. cit.*

<sup>37</sup> *Armées d'aujourd'hui*, n°267, février 2002

<sup>38</sup> Facon Isabelle, Huet Jean-Paul (Dir.), Ben Ouaghran Sonia ; *Pouvoirs et industries de défense en Russie : l'industrie de défense russe face à son nouvel environnement*, *op. cit.*

dossiers sont ensuite soumis à la Commission de contrôle des exportations du gouvernement de la Fédération de Russie ( *Eksportkontrol* ) présidée par le premier vice-Premier ministre qui décide d'accorder ou non les licences d'exportations. Les dossiers de demandes doivent en particulier comporter un certificat d'importation par lequel les autorités de l'Etat importateur s'engagent à respecter des clauses interdisant l'utilisation des produits et des technologies livrés pour la fabrication d'armements ou leur réexportation. Les exportations de matières et technologies nucléaires sont par principe interdites vers les pays qui ne possèdent pas d'armement nucléaire à moins qu'ils ne s'engagent à placer leurs activités nucléaires sous le contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique ( AIEA ) de Vienne. Pour ce qui concerne les exportations d'armements stricto-sensu, le contrôle est conduit par un Comité d'Etat pour la politique militaro-industrielle ( *GKVTP* ), créé en 1994 et placé sous l'autorité directe de l'administration présidentielle, qui intervient en liaison étroite avec le ministère de la défense et le *MinOboromProm*. Le Comité établit des listes d'entreprises autorisées à fournir des armements à l'étranger ( mais aussi au ministère russe de la défense pour l'équipement des forces armées fédérales ) et délivre les licences d'exportation. Les contrats de livraison sont ensuite suivis par le *Rosvooroujénié* ( *cf. supra* ).

Il y a lieu de noter que le renforcement du pouvoir central sous l'égide du Président V. Poutine apparaît de nature à améliorer l'efficacité, souvent mise en cause en Occident, des contrôles. V. Poutine multiplie d'ailleurs les déclarations rassurantes sur la sécurité des procédures d'encadrement des livraisons d'armes et des sites sensibles russes<sup>39</sup>. Et, dans tous les cas, les procédures de contrôle des exportations donnent lieu à un examen de la conformité des livraisons de produits sensibles ou d'armements à l'égard des engagements internationaux de la Russie.

Car la Fédération de Russie est partie aux différents traités internationaux de non prolifération des armements directement ou en qualité de dépositaire des engagements de l'ex-URSS. Dans le domaine nucléaire, elle est adhérente du Traité de non-prolifération ( TNP ) et est membre du « Club de Londres » des fournisseurs de matières nucléaires. C'est à ce titre que la Russie soumet ses

---

<sup>39</sup> Nougayrède Natalie ; *La Russie contrôle mal ses stocks de produits radioactifs et d'armes chimiques* ; *op. cit.*

exportations de technologies nucléaires au contrôle de l'AIEA ; le contrat de construction de la centrale électronucléaire iranienne de Bouchehr entre d'ailleurs dans ce cadre. Dans le domaine des armes chimiques et bactériologiques, la Russie est partie à la Convention d'interdiction du 10 avril 1972 et participe aux travaux du « Groupe d'Australie » relatifs à la détermination et au contrôle des produits sensibles. La Fédération est en outre membre du Régime international de contrôle de la technologie des missiles stratégiques ( *MTCR* ) de 1987. Elle est enfin signataire de l'Arrangement de Wassenaar de 1995 sur le contrôle des exportations des armements conventionnels et des produits de technologies duales.

Les autorités russes ne manquent pas de rappeler ces réalités pour répondre aux inquiétudes et accusations des Occidentaux, en soulignant si besoin que la Russie va parfois plus loin que les Etats-Unis en faisant notamment référence à la ratification du Traité d'interdiction des essais nucléaires de 1996<sup>40</sup>.

Il apparaît que les engagements internationaux de la Russie contre la prolifération concordent avec ses intérêts politiques et de puissance. Il s'agit d'une part pour les autorités russes de démontrer que la Russie est devenue un partenaire fiable du système international de sécurité collective. Il semble d'autre part que la prolifération des armements de destruction massive soit de nature à porter atteinte à la sécurité de la Russie et à son statut de grande puissance mondiale qui aujourd'hui ne reposent que sur ses forces nucléaires compte tenu de l'état de l'armée fédérale. Enfin, la Russie s'est clairement engagée tout particulièrement depuis les événements du 11 septembre 2001 dans la lutte contre le terrorisme international perçu comme une menace directe pour son intégrité territoriale, en Tchétchénie et sur ses frontières d'Asie centrale. Elle ne peut à ce titre prendre le risque d'une dissémination incontrôlée des armements et des produits sensibles susceptibles d'être utilisés à son encontre par des organisations terroristes.

Et en dernier lieu, l'on doit rappeler qu'en tout état de cause les exportations d'armes de la Russie ne représentent plus aujourd'hui que 20 % du volume des livraisons d'armes opérées par l'URSS à la fin des années 1980, ce qui peut être considéré comme un élément de réduction de la prolifération

---

<sup>40</sup> voir propos de M. Igor Ivanov, ministre des Affaires étrangères russe tenus sur le sujet au Figaro à l'occasion de sa visite officielle à Paris du 15 février 2002 ; Lambroschini Charles, de Saint-Exupéry Patrick ; Le Figaro, 15 février 2002

effective des armements dans le monde par rapport à la période de la guerre froide.

On peut voir que l'analyse des exportations d'armements russes sous l'angle de la prolifération conduit à évoquer la politique internationale de la Russie. De fait, les exportations d'armes russes peuvent avoir des conséquences internationales et soutenir des manœuvres géopolitiques tant en Russie que chez ses principaux partenaires.

### **2.1.2 Les exportations d'armements russes : leviers géopolitiques ?**

#### **Les manœuvres de la Russie**

Privée de moyens économiques et financiers et ayant abandonné le prosélytisme idéologique soviétique, il semble que la Russie ne puisse que s'en tenir au terrain politique et militaire pour s'affirmer aujourd'hui sur la scène mondiale. Et à ce titre, les ventes d'armes apparaissent constituer l'un de ses principaux instruments d'action internationale. Une politique d'exportation active dans le domaine des armements n'est-elle pas d'ailleurs l'apanage des grandes puissances ?<sup>41</sup>

Les exportations d'armements russes pourraient dès lors s'analyser comme inscrites dans le cadre d'une manœuvre géostratégique visant à contrer « l'hyperpuissance » américaine en développant un « monde multipolaire ». Et l'on ne peut à cet égard que souligner les points de convergence de la Russie sur cette vision avec son client chinois : la Russie et la Chine ayant en effet signé en décembre 1999 une déclaration commune « pour un monde multipolaire et la mise en place d'un nouvel ordre international » qui constitue le socle du nouveau « partenariat stratégique » sino-russe<sup>42</sup>. La coopération avec l'Iran entrerait également dans ce cadre puisque le renforcement du potentiel militaire de la République islamique contrarie directement la politique et la puissance des Etats-Unis<sup>43</sup>.

Ces éléments seraient sans doute à nuancer depuis les événements du 11 septembre 2001 qui ont conduit la Russie à se rapprocher des Etats-Unis sur le

---

<sup>41</sup> Couvert Frédéric ; *La Russie sur le marché mondial de l'armement* ; *op. cit.*

<sup>42</sup> Niquet Valérie ; *Chine-Russie : quel partenariat ?* in Dubien Arnaud (Dir.) ; *La Russie à la croisée des chemins* ; Paris, PUF (La revue internationale et stratégique), 2000

<sup>43</sup> De La Gorce Paul-Marie ; *La Russie en quête d'un nouveau rôle* ; *op. cit.*

sujet de la lutte contre le terrorisme islamique. L'annonce en mars 2002 d'un plan de ciblage nucléaire américain incluant la Russie, la Chine et l'Iran ( aux côtés de la Corée du Nord, de l'Irak, de la Libye et de la Syrie ) serait en revanche de nature à renforcer les solidarités russo-chinoises et russo-iraniennes<sup>44</sup>. Il faut également souligner la concordance d'intérêts de la Russie et de la Chine contre le projet américain de bouclier anti-missiles ( *National Missile Defence / NMD* ) et la dénonciation par les Etats-Unis du traité *ABM* de 1972 ( *Anti Ballistic Missile* ).

On relèvera enfin que la Russie n'hésite plus à donner à ses contrats d'armement un contour politico-stratégique à l'instar des derniers accords passés avec l'Inde qui font référence à un partenariat stratégique russo-indien de lutte contre le terrorisme islamique ( *cf. supra* ).

En tout état de cause, on doit relever qu'aucune des livraisons d'armes ou de technologies militaires de la Russie à ses principaux partenaires n'est neutre vis-à-vis des équilibres des forces au plan régional mais aussi au plan global.

### **La modification des équilibres internationaux**

L'armement de l'Iran pèse bien évidemment sur la sécurité de la zone hautement stratégique du Golfe persique et est perçu comme une menace directe pour les pays voisins mais aussi pour les intérêts économiques des puissances industrielles. Et l'on doit rappeler que l'Iran figure sur la liste des « Etats voyous » établie par les Etats-Unis.

Le résultat des livraisons d'armements russes à l'Inde est que l'Union indienne s'affirme peu à peu comme une puissance majeure de l'Océan indien eu égard notamment aux matériels navals déjà reçus mais surtout en prévision de la réalisation des récents contrats portant sur des systèmes de combat offensifs de haute technologie : porte-avions et sous-marins ( nucléaires ) dotés de missiles de croisière. Cette situation modifie les équilibres régionaux et influe sur le contentieux indo-pakistanaï en justifiant une « course aux armements » entre les deux pays.

Les ventes d'armes russes à la Chine conduisent pour leur part à conférer à la République populaire des capacités de contrôle et de projection de forces dans les mers de Chine. Cette situation inquiète les autres pays riverains dans le cadre des conflits territoriaux et maritimes des îles de la Mer de Chine du Sud (

---

<sup>44</sup> de la Grange Arnaud ; *Geoges Bush banalise l'arme nucléaire* ; Le Figaro, 13 mars 2002

Spratleys et Paracels ) ainsi que le Japon et la Corée pour lesquels la liberté de navigation dans les mers de Chine est vitale pour leurs approvisionnements en matières premières et en produits énergétiques. L'accroissement du potentiel militaire de la

RPC pourrait par ailleurs lui donner la possibilité de mener des opérations offensives vers Taiwan en contrant les réactions américaines. Et à tout le moins, le développement de la puissance chinoise conduit à une poussée des appareils militaires de la plupart des pays d'Asie du Sud et d'Asie orientale entre lesquels les foyers de conflits potentiels sont multiples.

Au-delà de la modification des équilibres régionaux asiatiques, les exportations d'armements russes pourraient avoir des conséquences géostratégiques à l'échelle mondiale du fait de l'association technico-militaire de la Russie, de la Chine et de l'Inde « trois des plus puissants pays du monde, n'appartenant pas à la civilisation occidentale, ne faisant pas partie des structures militaro-politiques nord-atlantique »<sup>45</sup>. On aboutirait ainsi au « Triangle stratégique » Moscou / New Delhi / Pékin correspondant au monde multipolaire prôné par les autorités russes.

Pour autant, si les livraisons d'armes et les transferts de technologies militaires russes sont effectivement susceptibles d'influer sur les dynamiques géopolitiques à l'échelle asiatique, voire mondiale, il semble que c'est contre la Russie que leurs conséquences risquent d'être les plus significatives au travers « d'effets pervers » internationaux et intérieurs.

## **2.2 LES « EFFETS PERVERS » POUR LA RUSSIE**

### **2.2.1 Les ambiguïtés internationales**

#### **L'incohérence des objectifs**

Au chapitre de l'incohérence des exportations d'armes russes, il est intéressant de noter que l'Inde s'inquiète des ventes d'armements massives à la Chine ; la République populaire évoque pour sa part le réarmement indien comme l'une des raisons de l'augmentation de son potentiel militaire. Les contentieux

---

<sup>45</sup> Makienko Constantin ; *Le complexe-militaro industriel à l'heure des réformes ; op. cit.*

entre les deux premiers clients du CMI russe sont en effets nombreux : litiges territoriaux, soutien de Pékin au Pakistan auquel New Delhi répond par le développement de liens militaires avec les pays riverains de la Mer de Chine du Sud ... L'extension de la rivalité des deux géants asiatiques fondée sur un renforcement réciproque de leurs capacités militaires et sur une recherche concurrente d'hégémonie régionale ne peut qu'affaiblir la position de la Russie en Asie. Il est paradoxal de constater que les exportations d'armements russes pourraient être considérées comme étant à l'origine de cette situation. En tout état de cause, on est loin du « Triangle stratégique » Russie / Inde / Chine ( *cf. supra* ).

On a vu également que le réarmement chinois assuré par les livraisons russes inquiétaient l'ensemble des pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est. Cette réalité pourrait conduire à une fermeture des marchés émergents de ces pays aux entreprises de défense russes parallèlement à un rapprochement avec les Etats-Unis. Le même raisonnement pourrait être tenu à l'égard des Etats du Moyen Orient compte tenu des ventes d'armes de la Russie à l'Iran.

La République islamique constitue peut-être le cas le plus flagrant de l'incohérence de la politique d'exportation d'armes de la Russie dans la mesure où tout semble aujourd'hui séparer Moscou de Téhéran. Le régime iranien incarne en effet le monde musulman intégriste et nationaliste auquel la Russie est confrontée dans le Caucase au travers du conflit tchéchène et qui s'oppose directement à son influence en Asie centrale<sup>46</sup>.

Enfin, les coopérations russes avec la Chine et l'Iran sont, en contrariant l'Occident, Etats-Unis en tête, de nature à remettre en cause les nécessaires soutiens financiers, sous formes d'investissements ou d'aides des institutions financières internationales, dont la Russie a besoin pour redresser son économie. On rappellera à cet égard la position constante des autorités russes, réaffirmée par le pragmatisme du Président V. Poutine, selon laquelle la renaissance de la Russie passe avant tout par une relance économique.

Les incohérences des exportations d'armements russes sont donc nombreuses. Et face aux effets négatifs, des réticences sont exprimées à l'égard de certains partenariats. Outre l'Iran, les réticences concernent tout particulièrement la Chine, premier client vis-à-vis duquel les ventes d'armes semblent présenter en effet les plus importants risques pour la Russie.

## Les risques du partenariat avec la Chine

La Chine reste la grande rivale de la Russie en Asie. De fait et malgré le partenariat stratégique sino-russe évoqué plus haut, il existe de profondes divergences d'intérêts, voire des points de friction, entre les deux pays<sup>47</sup>.

Il faut d'une part rappeler la question de l'Inde ( *cf. supra* ), le soutien de Pékin au Pakistan de nature à renforcer l'influence de l'Islam en Asie centrale contre la Russie ou la volonté russe de nouer des liens économiques avec Taïwan...

On doit d'autre part souligner le déséquilibre du partenariat sino-russe fondé sur le rapprochement de deux puissances dont l'une, la Russie, est en déclin et l'autre, la Chine, montante<sup>48</sup>. Il faut d'ailleurs convenir que la Russie a plus besoin de la Chine ( qui « fait vivre ses industries de défense » ) que le contraire, d'autant plus que la République populaire se considère déjà comme la seconde grande puissance mondiale aux côtés des Etats-Unis ; il est vrai que les attitudes des dirigeants américains confortent ce sentiment chinois au grand désespoir de la Russie qui accepte très difficilement d'être reléguée à une place marginale sur la scène internationale. Cette situation convient à la Chine qui intimement se satisfait de la position russe et ne souhaite pas un retour de la Russie en Asie.

Enfin, de réelles sources de conflits existent entre la Russie et la Chine. La RPC pourrait en effet devenir un concurrent politique direct de la Russie dans les anciennes Républiques soviétiques d'Asie centrale du fait notamment de ses besoins énergétiques. Mais c'est surtout l'immigration chinoise en Sibérie orientale et en Extrême-Orient russe qui préoccupe. Considérée dans les régions concernées comme une véritable « invasion », la présence chinoise est estimée selon les sources entre 40 000 et 2 millions, voire 5 millions, et les prévisions font état de 10 millions d'immigrants en 2050. Il faut comparer ces chiffres aux 8 millions d'habitants actuels de l'Extrême-Orient russe, population en régression de près de 10% au cours des dix dernières années, qui font face aux 74 millions d'habitants des provinces du Nord-Est de la Chine, provinces qui par ailleurs connaissent une augmentation du chômage.

---

<sup>46</sup> De La Gorce Paul-Marie ; *La Russie en quête d'un nouveau rôle* ; *op. cit.*

<sup>47</sup> Niquet Valérie ; *Chine-Russie : quel partenariat ?* *op. cit.*

<sup>48</sup> Au cours des années 1990 la Chine a connu une croissance moyenne supérieure à 10% par an pendant que la Russie accusait une croissance négative de - 6% par an.

Au total, la Chine peut être perçue comme une menace pour la Russie, d'autant plus que rien ne semble aujourd'hui pouvoir enrayer sa montée en puissance. Dès lors, les ventes d'armes et les transferts de technologies militaires à la Chine semblent pouvoir représenter à terme un danger pour la sécurité russe. Aussi les réticences ou les hostilités à l'égard du partenariat militaro-industriel sino-russe se multiplient en Russie dans les milieux militaires et politiques (partis nationalistes et dirigeants des régions d'Extrême-Orient).

Pour le moment les intérêts économiques et financiers semblent primer. Et face aux menaces, l'on se rassure en indiquant qu'il serait plus facile à la Russie de lutter contre ses propres systèmes d'armes fournis à la Chine plutôt que ceux des industries occidentales ou en soulignant que la Russie conserve une avance sur la Chine aux plans militaire et technologique reposant sur la puissance du complexe militaro-industriel.

Ce dernier argument doit être pris avec les plus grandes réserves car les exportations d'armements semblent pouvoir affaiblir à terme le complexe militaro-industriel de la Russie.

### **2.2.2 La dénaturation du complexe militaro-industriel russe**

#### **La perte de cohérence du CMI russe du fait des exportations**

L'orientation de l'industrie de défense russe vers l'exportation dans une logique purement commerciale n'est pas sans présenter de sérieux risques pour la cohérence d'ensemble du CMI<sup>49</sup>.

Il apparaît en effet que ne pourraient être conservées que les seules entreprises dont la production répond directement à une demande du marché mondial. Il s'agit des entreprises intervenant dans les domaines actuels d'excellence de l'industrie militaire russe et proposant des équipements compétitifs à l'exportation : systèmes anti-aériens et plates-formes d'avions de combat, d'hélicoptères, navales et sous-marines. Ces entreprises bénéficient des ressources de leurs propres ventes et profitent à titre prioritaire des redistributions financières publiques dans la mesure où les autorités russes affichent la volonté de promouvoir les exportations d'armements ( *cf. supra* ).

---

<sup>49</sup> Makienko Constantin ; *Le complexe-militaro industriel à l'heure des réformes ; op. cit.*

Les entreprises russes moins compétitives sur le marché mondial semblent pour leur part délaissées. Il s'agit pour l'essentiel des entreprises produisant des équipements à forte intégration électronique et informatique tels que l'avionique, les systèmes de guerre électronique, de transmission, d'imagerie et de traitement de l'information, des systèmes de reconnaissance, de commandement et de communication ( C4I ). Surclassées par les concepteurs occidentaux, ces entreprises n'exportent pas et ne reçoivent donc pas les ressources financières leur permettant d'assurer leur développement ou même leur survie.

On voit donc se profiler à terme un CMI russe déséquilibré par l'effacement progressif de sa composante électronique et informatique accéléré par ailleurs par l'affaiblissement parallèle des entreprises civiles intervenant dans ces domaines et elles aussi surclassées par les entreprises occidentales.

Ce mouvement conduit aujourd'hui l'industrie de défense russe à intégrer des équipements occidentaux sur certaines de ces plates-formes vendues à l'exportation. On peut citer à titre d'exemple l'installation d'une avionique de la société française Sextant sur les *Su 30 MKI* vendus à l'Inde ( *cf. supra* ). Ce contrat est assez caractéristique de l'adaptation des productions du CMI russe au marché mondial. Cela se traduit par « l'occidentalisation<sup>50</sup> » des équipements modifiés pour répondre aux standards OTAN dans le domaine des systèmes d'armes et de C4I que réclament en particulier les nouveaux clients de la Russie. Les entreprises du CMI en arrivent ainsi à produire des matériels conçus uniquement pour l'exportation et qui n'ont pas d'équivalents dans les forces russes.

Cette situation générale est susceptible d'entraîner de lourdes conséquences tant pour l'avenir du CMI que pour les forces armées russes.

### **Vers une remise en cause de la puissance et de l'indépendance militaro-industrielle de la Russie ?**

Les orientations qu'entraînent les déséquilibres actuels du CMI peuvent avoir de lourdes conséquences tant commerciales et industrielles que militaires et politiques.

---

<sup>50</sup> Facon Isabelle, Huet Jean-Paul (Dir.), Ben Ouaghran Sonia ; *Pouvoirs et industries de défense en Russie : l'industrie de défense russe face à son nouvel environnement*, op. cit.

En premier lieu la spécialisation dans la production de plates-formes ne peut être considérée comme satisfaisante au plan commercial dans la mesure où la part des équipements électroniques et informatiques liée notamment aux systèmes de combat et C4I augmente fortement au point d'atteindre 50 % du coût de certains matériels. D'autre part, les entreprises de défense russes seront, à la suite des transferts de licences de fabrication accompagnant la majorité des contrats de ventes d'armements conclu, concurrencées dans ce domaine par de nouveaux pays militaro-industriels, Chine et Inde en particulier. Et face à ces pays, les entreprises russes perdront l'avantage de leurs faibles coûts de production.

Dans ce contexte de concurrence sur les plates-formes, qui devrait être effectif à partir des années 2010-2015<sup>51</sup>, les exportations d'armements russes pourraient très fortement diminuer, d'autant plus que la Russie ne sera alors vraisemblablement pas en mesure de proposer sur le marché mondial les systèmes d'armes de précision ou de C4I.

L'abandon de ces secteurs du fait de la promotion des exportations et du tarissement des efforts de financement de la R & D correspondante procéderait d'une vision à court terme et constituerait une légèreté stratégique aux conséquences très profondes.

Face aux complexes militaro-industriels des pays émergents, les grands exportateurs d'armements se caractériseront en effet à l'avenir par leurs capacités à concevoir des composants électroniques et informatiques de haute technologie constitutifs des systèmes de combat et de C4I et fondant l'efficacité réelle des matériels militaires.

Or, compte tenu des orientations actuelles prises par son CMI, la Russie ne pourrait pas espérer exporter ces systèmes et pourrait même être obligée de les importer pour l'équipement de ses propres forces armées tant il est difficile de les concevoir sans un effort industriel et financier soutenu. Le danger de dépendance à l'égard de l'Occident apparaît dès lors très réel, ce qui remettrait en cause la puissance militaro-industrielle de la Russie, sa position sur la scène mondiale, voire sa sécurité.

La perception de cette situation donne lieu à des réactions des autorités militaires à l'instar des manœuvres du ministère de la défense pour accroître son

---

<sup>51</sup> Makienko Constantin ; *Le complexe-militaro industriel à l'heure des réformes ; op. cit.*

contrôle sur la politique d'armement du pays et les exportations d'armes. Les responsables militaires russes sont en effet les premiers à constater que l'orientation commerciale du CMI est bien souvent menée au détriment des besoins réels des forces ; besoins d'ailleurs considérables puisque que pour maintenir leur crédibilité opérationnelle, les forces armées russes devraient remplacer chaque année 5 % de leurs équipements pendant dix ans<sup>52</sup>.

Pour autant, le Président V. Poutine continue d'affirmer que la modernisation des équipements de l'armée russe devrait être liée aux revenus tirés des ventes du complexe militaro-industriel<sup>53</sup>.

---

<sup>52</sup> Makienko Constantin ; *Les mutations de l'industrie de défense russe en 2001* ; *op. cit.*

<sup>53</sup> Nougayrède Natalie ; *Le débat sur l'effondrement de l'armée se développe en Russie* ; *op. cit.*

## **CONCLUSION**

L'adaptation du complexe militaro-industriel hérité de l'Union soviétique se présente comme un immense défi pour la Russie et concentre de multiples enjeux sociaux, économiques, politiques et internationaux. Face aux difficultés techniques et financières d'application des programmes de conversion, les exportations d'armements sont apparues comme un moyen souple et efficace permettant d'assurer la restructuration du secteur tout en conservant des industries de défense capables de répondre aux besoins des forces armées du pays. Largement soutenues par les autorités de la Russie, les exportations constituent aujourd'hui l'orientation quasi-exclusive du complexe militaro-industriel russe.

Cette orientation exportatrice, même motivée par des préoccupations avant tout financières et commerciales, ne manque pas d'avoir des implications sur la scène internationale ainsi qu'à l'égard de la Russie. Si les implications internationales liées à la question de la prolifération des armements et des matériels sensibles, d'une part, et au développement des potentiels militaires des principaux partenaires de l'industrie de défense russe ( Chine, Inde, Iran ), d'autre part, peuvent effectivement inquiéter, il apparaît toutefois que c'est à l'encontre de la Russie que les exportations sont susceptibles d'avoir les plus fortes répercussions qui agissent comme autant « d'effets pervers ». Les ambiguïtés des partenariats développés autour des ventes d'armes et des transferts de technologies militaires, et notamment avec la Chine, pourraient en effet se retourner contre la Russie et porter atteinte à sa sécurité. Mais surtout, les déséquilibres engendrés au sein du complexe militaro-industriel par la politique des exportations apparaissent de nature à remettre très directement en cause la puissance et l'indépendance militaro-industrielle de la Russie.

Les autorités russes ne semblent toutefois pas avoir d'autre choix que les exportations pour engager la restructuration des industries de défense. Et malgré les réticences et critiques de l'appareil militaire, le pouvoir russe maintient le cap considérant, Président V. Poutine en tête, que l'avenir de la Russie reste subordonné à la modernisation du pays et à la résolution de ses problèmes économiques et financiers, sujets auxquels la restructuration du complexe militaro-industriel est intimement liée.

## **BIBLIOGRAPHIE**

### **OUVRAGES**

- Boyer Yves, Facon Isabelle (Dir.) ; *La politique de sécurité de la Russie : entre continuité et rupture* ; Paris, Ellipses (FRS), 2000
- Dubien Arnaud (Dir.) ; *La Russie à la croisée des chemins* ; Paris, PUF (La revue internationale et stratégique), 2000
- Facon Isabelle, Huet Jean-Paul (Dir.), Ben Ouagrham Sonia ; *Pouvoirs et industries de défense en Russie : l'industrie de défense russe face à son nouvel environnement* ; Paris, La Documentation française (Les Cahiers du CREST), 1997
- Ian Anthony (Ed.) ; *Russia and the arms trade* ; New-York, Oxford University Press Inc. (SIPRI), 1998
- Sapir Jacques ; *Le chaos russe : désordres économiques, conflits politiques, décomposition militaire* ; Paris, La Découverte, 1996

### **PERIODIQUES**

- Cheterian Vicken ; *L'armée russe en quête de réforme* ; Le Monde diplomatique, septembre 2000
- Couvert Frédéric ; *La Russie sur le marché mondial de l'armement* ; L'Armement, n°38, juillet-août 1993
- De La Gorce Paul-Marie ; *La Russie en quête d'un nouveau rôle* ; Le Monde diplomatique, mai 2001
- Makienko Constantin ; *Les mutations de l'industrie de défense russe en 2001* ; Défense, n°97, janvier-février 2002
- Monnier Jean-Hugues ; *L'industrie de défense en Russie* ; L'Armement, N°38, juillet-août 1993
- Prézelin Bernard ; Cols Bleus, n°2604, 9 février 2002
- Armées d'aujourd'hui, n°267, février 2002

### **DIVERS (sources internet)**

- Baidya Bikash Basu ; *Reforms in Russian defence industry : problems and prospects* ; IDSA, janvier 2000 ; <http://www.idsa-india.org>

- Baidya Bikash Basu ; *Trends in Russian arms export* ; IDSA, février 2000 ; [http://www ;idsa-india.org](http://www.idsa-india.org)
- Davis Christopher ; *The defence sector in the economy of a declining superpower : Soviet Union and Russia, 1965-2000* ; University of Oxford, juin 2000
- Gonchar Ksenia ; *Russia's defence industry at the turn of the century* ; Bonn International Center for Conversion, novembre 1998  
[http :www ;bicc.de/industry/brief17/content.html](http://www.bicc.de/industry/brief17/content.html)

## TABLE DES MATIERES

	<i>Pages</i>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>3</b>
<b>PREMIERE PARTIE</b>	
<b>L'orientation quasi-exclusive du CMI russe vers l'exportation</b>	<b>5</b>
<b>1.1 La restructuration du CMI : axe majeur de la politique de la Russie indépendante</b>	<b>5</b>
<b>1.1.1 L'héritage militaro-industriel russe</b>	<b>5</b>
• Le CMI soviétique	<b>5</b>
• L'héritage russe	<b>7</b>
<b>1.1.2 Les politiques de restructuration du CMI russe</b>	<b>9</b>
• Les enjeux de la restructuration du CMI	<b>9</b>
• Les différentes stratégies d'adaptation	<b>10</b>
<b>1.2 Les exportations : moteur de l'industrie de défense russe</b>	<b>13</b>
<b>1.2.1 Une orientation avantageuse et soutenue par l'Etat</b>	<b>13</b>
• Les avantages des exportations et les atouts des entreprises de défense russes	<b>13</b>
• Les soutiens de l'Etat	<b>14</b>
<b>1.2.2 Le panorama actuel des exportations d'armements russes</b>	<b>16</b>
• La Russie, deuxième exportateur mondial d'armements	<b>16</b>
• Des partenaires nombreux et diversifiés	<b>18</b>
<b>DEUXIEME PARTIE</b>	
<b>Les implications des exportations d'armements russes</b>	<b>23</b>
<b>2.1 Les incertitudes internationales : prolifération et manœuvres géopolitiques</b>	<b>23</b>
<b>2.1.1 La prolifération des armes et des technologies militaires</b>	<b>23</b>
• Les transferts illégaux et non contrôlés	<b>23</b>
• Les exportations légales, sources de prolifération ?	<b>25</b>
• Les autorités russes face aux risques de prolifération	<b>26</b>
<b>2.1.2 Les exportations d'armements russes : leviers géopolitiques ?</b>	<b>29</b>
• Les manœuvres géopolitiques de la Russie	<b>29</b>
• La modification des équilibres internationaux	<b>30</b>
<b>2.2 Les « effets pervers » pour la Russie</b>	<b>31</b>
<b>2.2.1 Les ambiguïtés internationales</b>	<b>31</b>
• L'incohérence des objectifs	<b>31</b>
• Les risques du partenariat avec la Chine	<b>33</b>
<b>2.2.2 La dénaturation du CMI russe</b>	<b>34</b>
• La perte de cohérence du CMI russe	<b>34</b>
• Vers une remise en cause de la puissance et de l'indépendance militaro-industrielle de la Russie ?	<b>35</b>
<b>CONCLUSION</b>	<b>38</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>39</b>